



Le 13/11/2023

Réorganisation des ESV de l'Axe TGV Sud-Est **Les Organisations Syndicales tirent le signal d'alarme !**

Ce mardi 7 novembre, la direction de l'Axe TGV Sud-Est présentait le dossier d'Information aux élus du CSE TGV Axe Sud-Est.

Un dossier pour le moins flou et incomplet, loin de répondre aux interrogations et craintes des différentes délégations, en plus de dégrader significativement le service rendu aux usagers.

Les élus du CSE demandent une expertise !

Devant ce projet nous semblant dangereux pour les cheminots mais dont le contenu du dossier est clairement inconsistant, les élus du CSE ont adopté à l'unanimité une délibération pour mandater un cabinet d'expertise indépendant pour faire le jour sur ce dossier et mettre en évidence les conséquences de ce projet sur les conditions de travail, la santé et la rémunération des salariés des ESV de l'axe.

Le dossier démontre d'ores et déjà clairement :

- Des suppressions de postes (11 postes supprimés).
- Une perte de proximité d'un certain nombre d'emplois « supports » autour des ASCT, Agents de la Vente ou d'Escale.
- Aucune garantie sur la pérennité des postes dans les sites géographiques actuels.
- L'amélioration des conditions de travail est complètement oubliée dans la construction de ce projet.
- La représentation du personnel perdra encore en proximité avec des RPX devant couvrir des périmètres gigantesques.
- Le contenu des métiers va évoluer vers plus de polyvalence.
- Les parcours professionnels seront bouleversés.
- Les périmètres des notations seront profondément modifiés.

Face à la volonté de la direction d'aller vite, les organisations syndicales SUD-Rail, CGT, UNSA, CFTD se sont, dès à présent, données rendez-vous le 24 novembre pour une intersyndicale lors de laquelle sera mise en débat une stratégie revendicative commune sur l'axe TGV Sud-Est concernant ce projet.

Les cheminots doivent s'emparer de ce dossier et bien prendre conscience des dégâts que celui-ci occasionne sur leur quotidien professionnel et sur l'avenir de l'entreprise. Les agents doivent faire pression sur la direction pour qu'elle s'explique et qu'elle tienne compte des revendications.